



Compte-rendu du séminaire

« Resserrer les liens entre monde agricole et société civile. Pourquoi ? Comment ? »

*Organisé le 17 mars 2016 à Paris par Terre de Liens et ses partenaires
Reneta, Relier, la FNCivam et la Fader,
dans le cadre de la Mobilisation collective pour le développement rural :*
« Une agriculture ouverte sur la société : élargir la participation
pour favoriser l'installation et la transmission agricoles »

Résumé du projet

La MCDR Agis a pour objectif d'élargir le panel des acteurs œuvrant dans le domaine de l'agriculture, notamment en faveur de l'installation et de la transmission agricoles.

Le projet se déploie en trois axes thématiques :

Axe 1 : Donner aux acteurs « non habituels » les capacités d'agir sur les questions agricoles et agri-rurales notamment par la sensibilisation et la formation des citoyens.

Axe 2 : Accompagner l'innovation sociale pour l'accès au métier de paysan notamment par le transfert d'expérimentations réussies

Axe 3 : Rendre plus visible le lien entre agriculture et développement territorial (environnemental, social, économique), notamment auprès du public des élus locaux.

Le projet, mis en œuvre de juin 2015 à juin 2018, a pour objectifs d'animer des approches transversales pour partager des expériences, transférer des pratiques, animer des lieux de débat et de concertation sur les questions liées à l'installation et la transmission agricoles, en ouvrant ces questions à des acteurs « non habituels ».

Les partenaires

L'association **Terre de Liens** est née en 2003 de la rencontre de différents mouvements (finance solidaire, éducation populaire, agriculture biologique et biodynamique), et de l'idée qu'on pouvait gérer autrement les terres agricoles sur les territoires, afin de les protéger sur le très long terme, en mobilisant la société civile. Créée en 2007, la Foncière Terre de Liens rassemble aujourd'hui 12 000 actionnaires, 45 millions d'euros de capital, et 100 fermes acquises en huit ans. En mai 2013, la naissance d'une Fondation reconnue d'utilité publique marque davantage le lien avec la puissance publique ; la création de cette structure permet à Terre de Liens de recevoir des legs, de mobiliser des donateurs, et de pouvoir à terme structurer un projet autour de « la terre comme bien commun.

Le travail en partenariat est inscrit dans l'histoire de Terre de Liens, qui a eu une volonté dès le départ de travailler en association avec des partenaires publics, associatifs, économiques, politiques. Depuis 2015, Terre de Liens est reconnu Organisme national à vocation agricole et rurale ; le portage de cette MCDR vient renforcer la reconnaissance institutionnelle des actions du mouvement.

Reneta est le Réseau national des espaces test agricoles, dispositifs permettant à des porteurs de projet de tester la viabilité et la vivabilité de leur projet agricole. Il en existe actuellement une soixantaine en France et en Belgique : 30 en projets et 30 en fonctionnement.

La FNCivam est un mouvement associatif qui a pour vocation principale d'agir avec les paysans mais s'intéresse également de près à la relocalisation des systèmes alimentaires, des activités en milieu rural, aux changements de pratiques agronomiques, à la diversification d'activités.

L'association **Relier** existe depuis trente ans. Inscrite dans le champ de l'éducation populaire, elle travaille sur le repérage, la mise en réseau des acteurs et l'essaimage d'expériences originales d'installation et l'activité en milieu rural. Elle fonctionne par chantiers thématiques sur sollicitation de porteurs de projet ; on peut citer la formation des paysans, la pluriactivité rurale, l'accès au foncier (dans la genèse de Terre de Liens), la gestion alternative des forêts, le développement de dynamiques participatives d'habitat.

La Fadear est un réseau qui accompagne les créateurs d'activités et les dynamiques de transmission, œuvre à la formation, l'installation, la défense de l'agriculture paysanne. Elle a historiquement un lien très fort avec la Confédération Paysanne.

Déroulé de la rencontre

Matin

Introduction

Présentation du contexte, et de l'objectif de la journée : poser les bases des travaux à venir sur l'axe 1 du projet : « Donner aux acteurs "non habituels" les capacités d'agir sur les questions agricoles et agri-rurales, notamment par la sensibilisation et la formation des citoyens »

3

Intervention de Pascal Lombard,

doctorant en sociologie (Université de Toulouse 2) sur le thème : quelle place pour la société civile dans les questions agricoles ?

Première caractérisation du sujet à travers l'intervention de deux partenaires du MCDR : Relier et la FNCivam

Rapprocher agriculture et société civile : échanges, débats

Autour des questions : de quoi parle-t-on ? Quelles dynamiques sont à l'œuvre dans le rapprochement entre agriculture et citoyens dans nos organisations ? Qui sont les acteurs « non habituels » ? Comment et où agissent-ils, dans quel objectif ? Que voudraient-ils voir bouger dans les logiques institutionnelles ?

Après-midi

Les ateliers (témoignages et échanges)

- Accompagner, soutenir les « non issus du milieu agricole » dans leur accès au métier
- S'engager pour resserrer les liens entre le monde agricole et la société en général

Synthèse du travail en groupe et identification de thèmes d'approfondissement possibles (pour des ateliers spécifiques dans l'axe 1)

Annexe : liste des participants

Introduction

Anne-Marie Royal - Emmanuelle Petitdidier (Terre de Liens)

Terre de Liens a répondu à l'appel à projets du Réseau Rural Français « Mobilisation Collective pour le Développement Rural » associé à quatre partenaires (Relier, Reneta, Fadear, FNCivam). Ce projet collectif se donne pour objectif de mettre en lumière comment et pourquoi élargir la participation sur les enjeux agricoles favorise l'installation et la transmission agricoles. En s'appropriant les problématiques agricoles, la société civile ne contribue-t-elle pas à des solutions d'avenir pour l'installation et la transmission ? L'implication de société civile n'est-elle pas source d'innovation en matière de modèles agricoles, aux regards des enjeux de la transition ?

4

Dans ce travail partenarial, notre objectif est de proposer des recommandations et des évolutions dans les manières d'agir entre agriculture et société pour mieux répondre aux enjeux d'emploi, de lien social, de préservation des ressources naturelles, d'alimentation, etc.

Ce séminaire est la première rencontre organisée dans le cadre de cette MCDR. Il doit nous permettre de repérer les champs de réflexion pour les deux années à venir, de découvrir des expériences afin de questionner et travailler sur le postulat que nous avons posé « élargir la participation est porteur de solutions pour l'avenir de l'installation et de la transmission agricoles ». Il s'agit aujourd'hui d'éclairer et d'enrichir ce postulat, à partir d'expériences d'autres acteurs que ceux de la MCDR AGIS.

Intervention de Pascal Lombard

Quelle place pour la société civile dans les questions agricoles ?

Intervention de Pascal Lombard, doctorant en sociologie (Université de Toulouse 2)

Pour comprendre comment la société civile a émergé dans le débat sur les questions foncières et agricoles, il faut s'arrêter sur quatre étapes clés.

- Au XIX^e siècle (1870), dans un contexte de révolte ouvrière, l'objectif des républicains en matière de foncier est de faire accéder à la propriété privée le monde agricole pour apaiser les masses, asseoir le principe démocratique en permettre à un maximum de personnes d'accéder à la propriété. La propriété privée devient la norme. L'enjeu pour le monde agricole devient alors de produire afin de créer des richesses permettant d'acheter le foncier. L'usage collectif des sols disparaît petit à petit au profit d'un individualisme agraire. A partir de cette époque, la terre se transmet de génération en génération.
- Dans les années 1950, l'État, dans un souci de développer l'agriculture française, décide de reprendre une place sur le marché foncier, l'usage des terres agricoles. Il va

mettre en place des dispositifs publics qui orientent le développement de l'agriculture : celle-ci doit se moderniser pour produire en masse des produits alimentaires de qualité et stables dans le temps pour nourrir la France et la positionner sur le marché international. L'État définit ainsi ce que doit devenir le monde agricole en France.

- Dans les années 1970, la France fait face aux premières crises agricoles, environnementales et sanitaires. Et la vision jusque là relativement consensuelle (unique) de ce que c'est que d'être agriculteur est remise en cause. Pour une partie du monde agricole, l'identité professionnelle se définit à travers la modernisation ; pour les autres, elle se fait autour de l'ancrage territorial, du rôle social, écologique. Le monde agricole se sépare en deux visions et commence à s'ouvrir vers l'extérieur.
- Dans les années 2000 émergent des initiatives telles que les Amap ou Terre de Liens qui revendiquent la nécessité de re-liaison agriculture et société, qui rassemblent des citoyens, des consommateurs qui expriment des attentes en matière d'accès à l'alimentation, d'usage des surfaces agricoles, de préservation des ressources naturelles, etc.

L'exemple de Terre de Liens

Né en 2003, Terre de Liens est un mouvement qui réunit un réseau associatif, une société d'actionnaires (la Foncière) et une Fondation reconnue d'utilité publique. Son but : sortir le foncier du marché, le mettre à la disposition de projets vertueux d'un point de vue agro-écologique. S'appuyant sur l'implication des citoyens pour agir (actionnaires, donateurs, bénévoles), ce mouvement est issu d'une réflexion née au milieu des années 1990 dans le cadre de l'association Relier, qui à l'époque de la modernisation agricole a proposé de regarder l'agriculture d'une autre façon, de considérer la terre agricole comme un bien sur lequel pourrait se développer des projets répondant aux enjeux d'emploi, de préservation des ressources, d'accès à une alimentation de qualité, de lien social et de développement des territoires.

Terre de Liens travaille avec l'État et les collectivités territoriales, collabore avec le monde agricole dans sa diversité et se donne pour mission de mobiliser des citoyens sur les questions agricoles et foncières. L'action collective des individus engagés dans Terre de Liens transforme la question agricole en question d'intérêt général : quelle agriculture voulons-nous pour nos territoires ?

Porter la voix de la société civile, lui permettre d'être entendue et partie-prenante

Le parti-pris de la théorie de l'économie sociale et solidaire de Polanyi est de considérer que quand un des trois principes économiques (redistribution / marché / réciprocité) est prépondérant, cela engendre des rapports de domination contre lesquels les populations se positionnent. Ainsi, dans le domaine agricole, émerge dans l'espace public une société civile qui veut être partie prenante des orientations, qui souhaite débattre des questions liées à l'agriculture, à l'alimentation, en vue de les traiter comme des problématiques d'intérêt général. Face aux « risques » que représente le développement d'un modèle capitaliste, des mouvements sociaux tels que Terre de Liens sont porteurs d'attentes fortes en matière d'économie alternative, de modèles alternatifs.

Première caractérisation du sujet

Élargir la participation à des acteurs non habituels : de quoi parle-t-on ?

Témoignages de partenaires de la MCDR Agis

Relier / Dominique Doré

Le réseau d'expérimentation et de liaison des initiatives en espace rural (Relier), association née en 1984, est issue de Peuple et Culture, elle a démarré à Grenoble, avec la volonté de mettre ensemble chercheurs, citoyens, paysans pour réfléchir aux circuits courts. Sur ce thème comme sur les suivants, la démarche est toujours la même : faire se rencontrer des gens qui a priori ne se côtoient pas bien qu'ils s'intéressent à des problématiques identiques. Association nationale d'éducation populaire, Relier contribue ainsi à créer et animer des lieux d'échange et de mise en réseau des personnes qui, toutes professions confondues, font le choix de s'installer et vivre en milieu rural.

Relier met ensemble, s'appuie sur les expériences de terrain pour être un laboratoire d'idées. Association accordéon, elle s'empare d'un thème, aboutit à « quelque chose » qui s'autonomise comme la création de Terre de Liens sur le foncier agricole, ou le Réseau des Alternatives Forestières sur la gestion des forêts.

FNCivam / David Fimat

Depuis les années 1950, l'évolution des attentes vis-à-vis de l'agriculture et de la société dans son ensemble ont obligé les agriculteurs à sans cesse faire évoluer leurs pratiques, à s'intéresser à de nouvelles manières de faire : dans les années 1950, il s'agissait de moderniser ; dans les années 1970, au moment où l'ouverture du monde rural s'est accélérée, où les néo-ruraux sont arrivés de la ville, les agriculteurs se sont trouvés confrontés à de nouveaux modèles, de nouvelles manières d'être agriculteurs ; puis dans les années 1990-2000, on a vécu la consécration des concepts de développement durable, de multifonctionnalité de l'agriculture, de participation citoyenne.

Les Centres d'initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural (Civam), créés dans les années 1950, ont vécu et accompagné ces mouvements et représentent un monde agricole qui s'intéresse aux questions de société, aux questions de développement des territoires ruraux. Ainsi, le réseau s'est petit à petit élargi, avec l'apparition de nouveaux groupes, rassemblant plutôt des citoyens, des consommateurs, qui s'intéressent aux questions agricoles d'installation et de transmission. On peut citer l'exemple du Serpolet, groupe dans le Jura constitué de membres d'une Amap qui se sont rendu compte qu'il manquait de la diversité dans la production locale et ont petit à petit mis en place un réseau d'accueil et de parrainage de porteurs de projets. Les Civam ont aussi accompagné le développement de formes d'accueil à la ferme permettant l'ouverture de l'agriculture à la société civile.

Le réseau compte aujourd'hui 13 000 adhérents dont 3 000 ne sont pas agriculteurs. Dans de nombreux groupes, les conseils d'administration évoluent avec une participation plus importante de personnes non issues du milieu agricole. On citera l'exemple des Civam de

l'Indre : le conseil d'administration a été ouvert aux élus et à l'ensemble de la société civile, avec la mise en place de trois collèges (agriculteurs, société civile, élus).

Rapprocher agriculture et société civile – Échanges, débats

Faire cohabiter des modèles économiques et sociaux différents

Comment fait-on cohabiter des agriculteurs avec des valeurs paysannes, la société civile, les collectivités locales qui n'ont pas toujours de culture de la gestion des problématiques agricoles ? Il faut trouver ce qui rassemble et la réponse se trouve certainement dans cette culture du « commun », du « bien commun ».

Pour permettre le rapprochement entre agriculture et citoyens, il faut aussi agir à l'échelle des régions, des intercommunalités, au plus proche des gens. Les structures qui replacent l'agriculture dans le champ de l'économie sociale et solidaire sont dans une économie de la lenteur et ne seront jamais aussi efficaces que l'agro-business qui se préoccupe peut-être moins de la société civile, des collectivités... Il nous faut assumer cette posture de travailler à l'expérimentation, d'innover à la marge, en n'oubliant pas l'effet levier.

Il faut développer des actions concrètes, en prise avec les besoins économiques et sociaux, notamment en développant les circuits de distribution dans lesquels les citoyens sont acteurs, dans lesquels les agriculteurs s'organisent collectivement pour redonner du sens économique, humain. Nous devons être vigilants aux mots que l'on utilise, notamment l'expression « le monde agricole ». Cette expression le fait exister de façon unitaire alors que nos réseaux travaillent à de nouvelles manières d'être paysan, de nouvelles façons de gérer les systèmes de production, etc.

Construire de la confiance, de la compréhension mutuelles et permettre l'action

Il existe un parallèle entre, d'un côté le lien « paysans et citoyens » et, de l'autre, le lien entre « société civile et politiques ». Pour s'engager les citoyens ont besoin d'accéder à une information juste. Or les notions dont nos réseaux font la promotion (agriculture paysanne, petites fermes) ont une très faible visibilité (le bio est lui bien connu). Pourquoi le modèle sociétal porté par l'agriculture paysanne n'est-il pas davantage connu, pourquoi ne le rend-t-on pas plus visible ? Les élus ont un rôle très important à jouer car la société civile aura beau s'engager, si les politiques n'évoluent pas, le changement n'est pas possible. Les Régions sont des échelons importants avec lesquels nos organisations travaillent beaucoup. Par contre, les moyens disponibles pour permettre l'action, tels les fonds européens, sont très complexes à obtenir, à gérer et nécessitent un vrai travail de décodage sur lequel nous ne pouvons pas travailler seuls.

Gérer et animer la complexité

Faire émerger une parole et une action citoyenne, collaborant avec le monde agricole, implique de savoir aborder la complexité et d'animer des « multi-réseaux ». Cela pose clairement la question des compétences pour les animateurs qui gèrent ces réseaux multiples et aussi des compétences des bénévoles qui s'y impliquent. A noter : il y a plus de « burn-outs » d'animateurs en associations que dans le modèle libéral ! Cela pose aussi la question des moyens : à Terre de Liens, nous aurions besoin d'un animateur par département mais il nous faudrait le double du budget.

S'engager / se mobiliser pour permettre le changement d'échelle

Les réseaux de développement agricole, de défense de nouveaux modèles doivent apprendre à collaborer, pour faire coalition. En dehors de ça, les propositions que nous portons resteront marginales. L'agriculture biologique et paysanne a un rôle fort dans le monde rural, mais les grandes instances ne le reconnaissent pas. Notre seul sujet devrait donc être « comment influencer les mentalités des décideurs ? » car il ne faut pas oublier qu'on assiste à la disparition de l'agriculture familiale, en France et à l'échelle européenne. L'enjeu de coalition est très important.

La société civile doit se fédérer car c'est elle qui peut faire bouger les politiques, qui ont besoin de s'appuyer sur ces dynamiques. Le discours actuel est encore de se moderniser pour être plus compétitifs... et on parle très peu de proximité. Le bio est vue comme une niche pour les « bobos », alors que la société dans son ensemble aspire à une transition nécessaire. Et de nombreuses personnes de la société sont engagées, beaucoup d'autres souhaiteraient le faire mais ne savent pas comment. Il s'agit en particulier de reconquérir la place de l'alimentation. La mobilisation citoyenne est essentielle pour cela. Nous devons toutefois nous interroger sur les modes de mobilisation. Qu'y projette-t-on ? Nous avons envie de faire de la mobilisation citoyenne car c'est un moyen de faire société autour des questions agricoles et alimentaires. Mais d'un autre côté, nous la considérons aussi comme un levier d'action pour faire changer les politiques. Souhaite-t-on une mobilisation de masse ? Dans ce cas, avec quels outils, moyens, discours ?

Synthèse de la matinée - Jean-Baptiste Cavalier (Reneta)

Une nouvelle manière de penser le lien agriculture / société

- Réfléchir aux enjeux agricoles en les reliant à la notion d'économie sociale et solidaire n'est pas classique, même si cela correspond tout à fait à l'approche de Reneta ou de Terre de Liens. Il est intéressant de constater que d'autres structures se retrouvent dans cette approche.
- Les citoyens sont placés dans un rôle de défense de l'intérêt général, de régulation de ce qui se fait entre les acteurs économiques.
- Nous faisons apparaître un double mouvement de solidarité : des citoyens avec les agriculteurs et vice-versa où les acteurs ont envie de mieux se connaître. Finalement, pourquoi parle-t-on d'agriculture ET société civile alors que les agriculteurs font eux-même partie de la société civile ?

S'appuyer sur les expériences de terrain, sur les territoires

- Les témoignages et interventions ont montré qu'à nous tous, nous sommes un véritable laboratoire d'idées qui propose de faire évoluer le modèle agricole à partir d'expériences concrètes.
- La notion d'ancrage territorial est importante. C'est dans le contexte de chaque territoire que se construit le lien entre agriculture et citoyens.

Assumer nos responsabilités, en proposant un changement d'échelle

- Nos organisations mettent en avant la notion de responsabilité que nous ne souhaitons pas déléguer aux seuls politiques. Mais cette posture pose la question des moyens pour agir et des modes d'action.

- Notre vision n'est-elle pas à la marge ? Nous avons certainement besoin de changer d'échelle pour développer un plaidoyer plus large, notamment sur les modèles agricoles que les citoyens associés aux agriculteurs souhaitent. Cela pose la question des coalitions à construire, des alliances, sans opposer société civile et pouvoirs publics.

Les ateliers

9

Atelier 1 : Accompagner, soutenir les « Non Issus du Milieu Agricole » (NIMA) dans leur accès au métier : une chance pour l'agriculture de s'ouvrir à la société ? Une manière de (re)faire entrer les enjeux agricoles dans la société, de décloisonner ? Une invitation à imaginer de nouveaux modèles et de nouvelles gouvernances ? Au-delà de traiter du « comment accompagner », il s'agit surtout d'aborder le « pourquoi ? ». Quel est l'intérêt de cette ouverture ? Qu'apporte-t-elle ?

Animation par Jean-Baptiste Cavalier (Reneta) et Damien Roumet (Terre de Liens)

Témoignages :

- Vanesa FREIXA, coordinatrice de l'École des bergers, en Catalogne - comment et pourquoi a été créée l'École, pour répondre à quels besoins et demandes des « nouveaux agriculteurs » ? Comment travaille-t-elle localement avec les habitants, les éleveurs en place et les institutions agricoles et autorités locales ? Comment est-ce que le travail dans l'École et autour, amène les agriculteurs ou leurs enfants à se poser les questions autrement ou à projeter leur avenir autrement ?
- Agnès PAPONE, agricultrice bio près de Nice. Son parcours : en reconversion professionnelle avec son mari, installés depuis 2009 dans un contexte local d'horticulture peu ouvert, eux pratiquent une agriculture qu'elle qualifie "d'open-farming" car très en lien avec la société autour : Amap, coopérative montée par des habitants, partenariat avec une maison de retraite, ils sont aussi impliqués dans l'aide à l'installation de nouveaux entrants (tutorat, formation), dans pas mal de liens d'entraides entre agriculteurs...

S'intéresser aux « NIMA » permet de :

- faire évoluer les modèles agricoles, agri-ruraux ;
- faire évoluer le métier ;
- renouveler les générations ;
- recréer des liens dans les territoires ruraux ;
- relier l'agriculture au territoire (re-territorialisation) ;
- éviter les échecs (et avoir le droit à l'erreur).

Atelier 2 : S'engager pour resserrer les liens entre le monde agricole et la société en général. Comment les agriculteurs s'impliquent-ils individuellement dans les enjeux de société ? Comment l'engagement citoyen individuel favorise-t-il l'ancrage territorial et social de l'agriculture ? Dans quels espaces est-il possible d'agir ensemble ? Pour quels objectifs ?

Animation par Raphaël Jourjon (Relier) et Nathalie Boquien (Terre de Liens)

Témoins :

10

- Pascal Dagron, salarié de l'Association des Chambres d'agriculture de l'Arc Atlantique (AC3A), élu local, engagé dans divers projets de lien entre l'agriculture et la société civile sur son territoire ;
- Thomas Schamasch, co-président de Relier et fermier Terre de Liens (La Berthe en Savoie : miel, légumes, fromages de chèvre et produits transformés), sur une ferme qui pratique la vente directe de ses produits associée à une dimension "accueil alternatif" sur le lieu.

Nous sommes tous engagés dans la société. Les enjeux de renouer des liens entre agriculture et société résident dans :

- la qualité de ces liens ;
- la construction de solidarités locales ;
- la place laissée/donnée aux paysans et aux innovations qu'ils portent.

Les questions soulevées par l'atelier :

- comment créer de la réciprocité ? ;
- comment développer les capacités, le pouvoir d'agir (temps, énergie, capital social, capacités techniques, etc.) ? ;
- comment sortir du cloisonnement et aller dans des endroits ou vers des publics non convaincus, moins avertis ?

Les thématiques qui pourraient être approfondies dans la MCDR Agis

- Caractérisation de l'accompagnement des « NIMA ».
- Caractérisation de l'apport des « NIMA » à la dynamisation des territoires ruraux.
- Analyse des processus d'accompagnement du changement : qui en sont les acteurs ?

Quelles en sont les intentions ? Quels résultats ces processus permettent-ils ?

- Accueillir des citoyens « nouveaux » dans nos réseaux, en mettant en valeur le lien au territoire, les effets sociaux : quelles expériences existent ? Quelle méthode pour élargir ?
- Comment élargir la participation citoyenne dans les lieux de pouvoir, dans les lieux institués ? Comment permettre aux citoyens de se relier à l'espace commun local ?

Le groupe de suivi du programme se réunira en mai pour construire la suite du travail sur cet axe de notre programme. Une poursuite des travaux sera proposée à partir des échanges issus de cette rencontre. Merci à tous pour votre participation.

Annexe : liste des participants

Max Barbier, commissariat général à l'égalité des territoires
Sophie Baltus, chargée de communication de Terre de Liens
Nathalie Boquien, coordinatrice de la MCDR Agis pour Terre de Liens
Brigitte Biche, sociologue en retraite, membre de la Fondation Terre de Liens
Thomas Cattiaux, Caisse des Dépôts et des Consignations
Jean-Baptiste Cavalier, coordinateur de Reneta
Jean-Pierre Chomienne, représentant le CGAAER du Ministère de l'Agriculture
Jean-Louis Colas, co-président de Reneta
Simon Coutand, Mouvement Rural de la Jeunesse Chrétienne
Pascal Dagon, chargé de mission AC3A
Alain Daneau, co-président de Reneta et administrateur de Terre de Liens Aquitaine
Maurice Desriers, membre de Terre de Liens Ile-de-France
Dominique Doré, co-présidente de Relier
Françoise-Edmonde Morin, co-présidente de Relier
Hélène Falladeu, chargée de mission Agriculture au Conseil régional Paca
David Fimat, chargé de mission transmission/création d'activité à la FNCivam
Sandra Flichman, citoyenne investie dans le lien citoyens-paysans (jardins partagés)
Vanessa Freixa, responsable de l'École des Bergers de Catalogne
Vincent Jannot, directeur de Terre de Liens national
Raphaël Jourjon, coordinateur de Relier
Vincent Juillet, Commissariat Général à l'Egalité des Territoire Massif central
Joël Labbé, sénateur du Morbihan
Pierre-Marie Laffite, responsable du jardin d'insertion « L'Arbre aux légumes »
Pascal Lombard, doctorant en sociologie à l'université de Toulouse 2
Gaël Louesdon, coordinateur de Terre de Liens Normandie
Arnaud Marty, CGET, en charge du Réseau Rural Français
Martin Métayer, salarié de la Fadear
Marie Mouïhi, stagiaire de Terre de Liens Midi-Pyrénées sur la transmission agricole
Anne-Sophie Muépu, chargée de mission Montpellier Méditerranée Métropole
Agnès Papone, maraîchère en Paca
Emmanuelle Petitdidier, chargée de mission Terre de Liens
Henri Pousset, paysan en retraite, administrateur de Terre de Liens Poitou-Charentes
Véronique Rioufol, charge de mission Europe, Terre de Liens national
Michèle Roux, représentante de la Fadear et paysanne
Anne Marie Royal, coprésidente Terre de Liens Nord-Pas-de-Calais et au bureau national
Brigitte Rozoy, administratrice de Terre de Liens Normandie
Dominique Sénécal, représentant de Biocoop
Yannick Sencébé, sociologue Agrosup Dijon, membre de la Fondation Terre de Liens
Joëlle Silberstein, Réseau Rural Français, en charge du pilotage MCDR
Lucie Sourice, animatrice de Terre de Liens Ile-de-France
Philippe Tapin, Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
Sjoerd Wartena : fondateur de Terre de Liens, paysan